



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

674/jpr/bmo

**Arrêté du 21 mai 2024
portant mise en demeure à la société BIMA 83
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Cernay**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment les articles 25.V.E et 54.A ;
- VU** l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 portant prescriptions complémentaires concernant les mesures de maîtrise des risques à la Société BIMA 83 pour ses installations situées 9 rue de l'Industrie à Cernay en référence au titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles 2.10, 2.11, 2.12, 2.13, 2.15 ;
- VU** l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, notamment l'article 7 ;
- VU** le rapport du 10 avril 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que lors de l'inspection du 3 avril 2024 et de l'examen des documents associés l'inspection a pu constater :

- l'absence d'identification des produits circulants dans les tuyauteries sur plusieurs plans, des incohérences et une mise à jour manquante, en non-conformité aux dispositions de l'article 25.V. de l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- l'absence de traitement de scénarios sur les incompatibilités chimiques dans l'étude de danger, en non-conformité aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

- l'absence de registre pour la vidange des rétentions évacuant les eaux pluviales et un protocole ne respectant pas les mesures exposées dans l'étude de danger et ne permettant pas de garantir un volume potentiel de rétention disponible en permanence, en non-conformité aux dispositions des articles 2.10 et 2.13 de l'arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 et de l'article 54.A de l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 susvisés ;
- la présence de deux réservoirs de produits incompatibles dans une même rétention, en non-conformité aux dispositions de l'article 2.13 de l'arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé ;
- la présence, sur une cuve, de symboles de dangers ne correspondant pas au produit, en non-conformité aux dispositions de l'article 2.11 de l'arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé ;
- la corrosion forte de la cuvette de rétention d'une cuve de soude, en non-conformité aux dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé ;
- le manque d'équipement permettant de vérifier le niveau de remplissage à tout moment d'une cuve de soude, en non-conformité aux dispositions de l'article 2.15 de l'arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société BIMA 83 désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 9 rue de l'Industrie, 68700 Cernay, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 25.V.E de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

« V.-Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses.
[...]

E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.»

Article 3 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

« L'analyse de risques, au sens de « l'article L. 181-25 » du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents

potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. »

Article 4 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.10 et 2.13 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé et les dispositions suivantes de l'article 54.A de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 :

Arrêté Préfectoral du 21/09/2015

Article 2.10

« [...] Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 2.13

« L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...] »

Arrêté Ministériel du 04/10/10

Article 54.A :

« L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. »

Extrait de l'étude de danger, document "3.BIMA83 EDPPRT 18" concernant l'épandage d'ACS dans la cuvette de rétention :

« Lors de conditions climatiques particulières, il est possible que de l'eau entre dans la cuvette en dépit du toit avec retombées latérales : cas de vent très fort avec chute d'eau ou plus vraisemblablement de neige. Cette eau est immédiatement vidée." »

Article 5 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.13 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...] »

Article 6 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.11 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :

« Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro UN et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...] »

Article 7 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.12 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :

« [...] »

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides[...]

Les cuvettes de rétention sont conçus pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. [...] »

Article 8 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.15 de l'Arrêté Préfectoral du 21 septembre 2015 susvisé :

« [...] Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment [...] »

Article 9 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 10:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 11:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant

A Colmar, le 21 mai 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT